

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
N° 9.007

26 JLN 095/3
1 1954 1

Participation du Trésor aux charges d'emprunts

émis par la S.N.C.F.

egs 9007

PROCES-VERBAL

de la Conférence des Services Administratifs et Financiers
du 26 octobre 1954

.....
I - COMPTE RENDU DES QUESTIONS IMPORTANTES -

1 - Prêt de la S.N.C.F. aux P.T.T. pour le financement
des dépenses à la charge de ceux-ci consécutives
à l'électrification de DIJON-VALLORBE et BALE-REDING.

M. BERNARD rend compte d'un entretien qu'il a eu à ce sujet avec M. LATAPIE à la Direction du Trésor. Cette dernière, en sa qualité d'agent financier des P.T.T., a été saisie par ceux-ci du projet de prêt que la S.N.C.F. leur consentirait pour le financement des dépenses en cause, s'élevant à 2.300 M.

Sans rejeter le principe de l'opération, M. LATAPIE ne peut souscrire aux modalités financières envisagées par les P.T.T. et la S.N.C.F., savoir : indexation sur le franc suisse et taux d'intérêt fixé par référence avec les conditions des crédits consentis par les banques suisses à la S.N.C.F.

Le prêt de la S.N.C.F. ne saurait revêtir, selon lui, que la forme classique d'un "fonds de concours", remboursable, exprimé en francs français et assorti d'un intérêt raisonnable, par exemple celui que la S.N.C.F. paie au Trésor quand son compte courant devient débiteur, soit taux d'escompte de la Banque + 1 point (actuellement 4,25%).

M. BERNARD n'a pu se ranger à l'avis de M. LATAPIE et a fait les plus expresses réserves quant à l'acceptation par la S.N.C.F. de la position prise par le Trésor. Celle-ci s'expliquerait par le fait que l'accord intervenu entre la S.N.C.F. et les P.T.T. devrait être approuvé par un décret spécial et la Direction du Trésor répugnerait à faire apparaître explicitement une opération entre Administrations françaises comportant une sorte de garantie de change et pouvant constituer précédent.

Il a été précisé, par ailleurs, que la controverse avec le Trésor ne pouvait empêcher les P.T.T. de poursuivre les travaux les concernant, la Direction du Budget leur ayant, au début de septembre, accordé, à cet effet, une autorisation de dépassement de crédit.

2 - Règlement à la S.N.C.F. des sommes qui lui sont dues au titre de la surcompensation des allocations familiales.
(Suite P.V. n° 54-29 - question II).

Au cours de l'entretien visé en 1) ci-dessus, M. BERNARD a demandé au Trésor de veiller aux intérêts de la S.N.C.F., à la date sans doute prochaine, où la Sécurité Sociale devra demander une avance au Trésor pour poursuivre ses opérations. M. LATAPIE est d'accord pour examiner si, dans le plan de trésorerie qui devrait nécessairement soumettre la Sécurité Sociale en cas d'appel au Trésor, le règlement de l'arriéré S.N.C.F. figure bien parmi les paiements à effectuer.

3 - Participation de l'Etat aux charges des bons S.N.C.F. 6 % 1954 -

9007 } M. BERNARD a remis à la Direction du Trésor une note précisant la position de la S.N.C.F. en ce qui concerne le mode de calcul de la participation de l'Etat aux charges financières des bons S.N.C.F. 6 % 1954.

En principe, cette participation doit consister en une bonification égale à l'excédent des charges de l'emprunt en cause (non compris la fraction qui pourrait résulter du jeu de l'indexation) sur celles d'un prêt au taux de 5 %, ayant même cadence d'amortissement.

Mais une difficulté se présente en raison de l'existence de souscriptions libérées en titres anciens, modalité pour laquelle il n'existe pas de précédents à notre connaissance.

L'émission de l'emprunt 5 % 1954 a porté, en chiffres ronds, sur un nominal total de 27 MM., dont 21 MM. ont été souscrits en espèces et 6 MM. à l'aide de titres anciens. Cet emprunt ne finance donc les investissements de 1954 qu'à concurrence de l'argent frais, soit 21 MM ; la bonification doit être égale à la différence entre les charges C afférentes aux dits 21 MM. et celles c d'un emprunt fictif, de même montant, assorti des mêmes conditions d'amortissement et d'un intérêt de 5 %. Il n'y a aucune difficulté à déterminer c ; la question est de déterminer C.

Il n'est pas discutable que le succès de l'emprunt est dû, pour une part, aux avantages consentis aux porteurs de titres acceptés en souscription. Dans ces conditions, le coût de ces avantages est à considérer pour le calcul de la charge C qui

doit ainsi être prise égale à l'excédent algébrique des charges afférentes à l'ensemble des bons 1954 émis sur les charges réelles des titres anciens effectivement repris en libération des souscriptions.

La Direction du Trésor fera connaître ultérieurement son avis sur cette question.

4 - Modifications à apporter à la réglementation en vigueur pour faciliter le placement des Bons S.N.C.F. à lots-kilomètres auprès des Sociétés et Organismes relevant de la Mutualité.

Les textes réglementant actuellement les placements des Organismes en cause prescrivent que le produit des lots gagnés par ces Organismes doit être porté à un compte de réserve et non au compte de profits et pertes de l'exercice courant. Il y a là une disposition, sans doute parfaitement compréhensible lorsqu'il s'agit de lots de capital en remboursement de titres, mais nullement adaptée au cas des lots-kilomètres auxquels peuvent donner droit les Bons émis par la S.N.C.F., ces lots ayant simplement le caractère d'un supplément d'intérêts.

M. BERNARD a remis une Note à la Direction du Trésor, demandant qu'il soit remédié à cette situation, soit par la voie d'un décret modificatif, soit par simple interprétation ministérielle dont la S.N.C.F. s'offre à assurer la diffusion auprès des Organismes intéressés.

5 - Futures émissions publiques de la S.N.C.F.

La Direction du Trésor confirme que le calendrier des émissions jusqu'à la fin de l'année est, en principe, d'ores et déjà arrêté, à l'emprunt Acier devant succéder, comme grosse opération, soit un emprunt Crédit National, soit un emprunt du Trésor lui-même, soit l'un et l'autre.

La Direction du Trésor demande si la S.N.C.F. a l'intention de poursuivre ses émissions de Bons à lots-kilomètres au delà de 1954. Il lui est répondu affirmativement.

.....

PROCES-VERBAL

de la Conférence des Services Administratifs et Financiers
du 26 octobre 1954

.....
I - COMPTE RENDU DES QUESTIONS IMPORTANTES -
.....

3 - Participation de l'Etat aux charges des Bons S.N.C.F. 6%
1954

M. BERNARD a remis à la Direction du Trésor une note précisant la position de la S.N.C.F. en ce qui concerne le mode de calcul de la participation de l'Etat aux charges financières des bons S.N.C.F. 6% 1954.

En principe, cette participation doit consister en une bonification égale à l'excédent des charges de l'emprunt en cause (non compris la fraction qui pourrait résulter du jeu de l'indexation) sur celles d'un prêt au taux de 5% ayant même cadence d'amortissement.

Mais une difficulté se présente en raison de l'existence de souscriptions libérées en titres anciens, modalité pour laquelle il n'existe pas de précédents à notre connaissance.

L'émission de l'emprunt 6% 1954 a porté, en chiffres ronds, sur un nominal total de 27 MM, dont 21 MM ont été souscrits en espèces et 6 MM à l'aide de titres anciens. Cet emprunt ne finance donc les investissements de 1954 qu'à concurrence de l'argent frais, soit 21 MM; la bonification doit être égale à la différence entre les charges C afférentes aux dits 21 MM et celles d'un emprunt fictif, de même montant, assorti des mêmes conditions d'amortissement et d'un intérêt de 5%. Il n'y a aucune difficulté à déterminer c; la question est de déterminer C.

Il n'est pas discutable que le succès de l'emprunt est dû, pour une part, aux avantages consentis aux porteurs de titres acceptés en souscription. Dans ces conditions, le coût de ces avantages est à considérer pour le calcul de la charge C qui doit être prise égale à l'excédent algébrique des charges afférentes à l'ensemble des bons 1954 émis sur les charges réelles des titres anciens effectivement repris en libération des souscriptions.

La Direction du Trésor fera connaître ultérieurement son avis sur cette question.

PROCES-VERBAL

de la Conférence des Services Administratifs et Financiers
du 26 octobre 1954

.....

I - COMPTE RENDU DES QUESTIONS IMPORTANTES -

.....

3 - Participation de l'Etat aux charges des Bons S.N.C.F. 6%
1954

M. BERNARD a remis à la Direction du Trésor une note précisant la position de la S.N.C.F. en ce qui concerne le mode de calcul de la participation de l'Etat aux charges financières des bons S.N.C.F. 6% 1954.

En principe, cette participation doit consister en une bonification égale à l'excédent des charges de l'emprunt en cause (non compris la fraction qui pourrait résulter du jeu de l'indexation) sur celles d'un prêt au taux de 5% ayant même cadence d'amortissement.

Mais une difficulté se présente en raison de l'existence de souscriptions libérées en titres anciens, modalité pour laquelle il n'existe pas de précédents à notre connaissance.

L'émission de l'emprunt 6% 1954 a porté, en chiffres ronds, sur un nominal total de 27 MM, dont 21 MM ont été souscrits en espèces et 6 MM à l'aide de titres anciens. Cet emprunt ne finance donc les investissements de 1954 qu'à concurrence de l'argent frais, soit 21 MM; la bonification doit être égale à la différence entre les charges C afférentes aux dits 21 MM et celles d'un emprunt fictif, de même montant, assorti des mêmes conditions d'amortissement et d'un intérêt de 5%. Il n'y a aucune difficulté à déterminer c; la question est de déterminer C.

Il n'est pas discutable que le succès de l'emprunt est dû, pour une part, aux avantages consentis aux porteurs de titres acceptés en souscription. Dans ces conditions, le coût de ces avantages est à considérer pour le calcul de la charge C qui doit être prise égale à l'excédent algébrique des charges afférentes à l'ensemble des bons 1954 émis sur les charges réelles des titres anciens effectivement repris en libération des souscriptions.

La Direction du Trésor fera connaître ultérieurement son avis sur cette question.

PROCES-VERBAL

de la Conférence des Services Administratifs et Financiers
du 26 octobre 1954

.....
I - COMPTE RENDU DES QUESTIONS IMPORTANTES -
.....

3 - Participation de l'Etat aux charges des Bons S.N.C.F. 6%
1954

M. BERNARD a remis à la Direction du Trésor une note précisant la position de la S.N.C.F. en ce qui concerne le mode de calcul de la participation de l'Etat aux charges financières des bons S.N.C.F. 6% 1954.

En principe, cette participation doit consister en une bonification égale à l'excédent des charges de l'emprunt en cause (non compris la fraction qui pourrait résulter du jeu de l'indexation) sur celles d'un prêt au taux de 5% ayant même cadence d'amortissement.

Mais une difficulté se présente en raison de l'existence de souscriptions libérées en titres anciens, modalité pour laquelle il n'existe pas de précédents à notre connaissance.

L'émission de l'emprunt 6% 1954 a porté, en chiffres ronds, sur un nominal total de 27 MM, dont 21 MM ont été souscrits en espèces et 6 MM à l'aide de titres anciens. Cet emprunt ne finance donc les investissements de 1954 qu'à concurrence de l'argent frais, soit 21 MM; la bonification doit être égale à la différence entre les charges C afférentes aux dits 21 MM et celles d'un emprunt fictif, de même montant, assorti des mêmes conditions d'amortissement et d'un intérêt de 5%. Il n'y a aucune difficulté à déterminer c; la question est de déterminer C.

Il n'est pas discutable que le succès de l'emprunt est dû, pour une part, aux avantages consentis aux porteurs de titres acceptés en souscription. Dans ces conditions, le coût de ces avantages est à considérer pour le calcul de la charge C qui doit être prise égale à l'excédent algébrique des charges afférentes à l'ensemble des bons 1954 émis sur les charges réelles des titres anciens effectivement repris en libération des souscriptions.

La Direction du Trésor fera connaître ultérieurement son avis sur cette question.

PROCES-VERBAL

de la CONFERENCE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS
du 28 mai 1954

I - COMPTE RENDU DES QUESTIONS IMPORTANTES -
.....

2°) Examen de l'Avis du Chef de la Mission de Contrôle
Financier sur les comptes de 1954 -

Participation financière de l'Etat aux charges
des emprunts émis par la S.N.C.F.

(suite au P.V. n° 54-14 - question III 1°)

Le Service F s'est rapproché de la Direction du Trésor à ce sujet. Cette Direction estime que c'est à bon droit qu'elle a versé à la S.N.C.F. une participation pour tous les emprunts émis par la S.N.C.F. depuis 1951. Elle en avisera le Contrôle Financier.

Le Service F a remis à ce sujet une note à la Direction du Trésor. Il en adressera copie à M. le Chef de la Mission de Contrôle Financier.
.....

5004

EXTRAIT du PROCES-VERBAL
de la CONFERENCE DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS
du 9 octobre 1953

.....
I.- COMPTE RENDU DES QUESTIONS IMPORTANTES.
.....

b) Participation du Trésor aux charges des emprunts
émis par la S.N.C.F. en 1953.

M. BERNARD rend compte d'une conversation qu'il a eue avec la Direction du Trésor au sujet du remboursement par celui-ci de la partie des charges des emprunts émis par la S.N.C.F. en 1953 excédant celles qui auraient résulté pour elle de prêts qui lui auraient été consentis par le Fonds de Modernisation et d'Equipement.

1°) Bons à lots-kilomètres 1951 émis en 1953.

Le Trésor remboursera à la S.N.C.F. l'excédent des charges réelles sur celles qui résulteraient d'un prêt fictif du Fonds à 5% suivant la même formule que pour les bons émis en 1951.

2°) Autres emprunts.

La question est réservée, comme pour tous les autres emprunteurs, jusqu'à ce que la Direction du Trésor ait fixé sa doctrine, étant précisé que pour les emprunts indexés, il paraît d'ores et déjà décidé que la participation de l'Etat sera calculée sur les conditions initiales, la charge éventuelle due à l'indexation étant laissée entièrement aux emprunteurs.
.....